

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
AVALLON-VÉZELAY-MORVAN**

**ARRÊTÉ N° 2025-08 du 4 août 2025
annulant et remplaçant l'arrêté n° 2024-02, et engageant la procédure de Modification simplifiée n° 4
du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

Le Président,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme et son décret d'application n° 2013-142 du 14 février 2013,

Vu le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-45 et L.153-48,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN approuvé par délibération le 12 avril 2021,

Vu la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN approuvée par délibérations le 27 janvier 2022 et le 23 mai 2022,

Vu la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN approuvée par délibération le 1er août 2022,

Vu la modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN approuvée par délibération le 18 septembre 2023,

Vu la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN approuvée par délibération le 20 novembre 2023,

Vu l'arrêté n° 2024-02, en date du 17 mai 2024, engageant la procédure de Modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN,

Vu la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN approuvée par délibération le 19 décembre 2024,

Vu la délibération n° DE_2023_047 de la Commune d'ANNAY-LA-CÔTE, en date du 3 juillet 2023, sollicitant une évolution du PLUi en vue de permettre la construction d'un bâtiment d'exploitation agricole sur la parcelle ZE 13, actuellement classée en zone Naturelle et forestière (N),

Vu la délibération n° DE_2024_039 de la Commune d'ANNAY-LA-CÔTE, en date du 8 avril 2024, sollicitant une évolution du PLUi en vue de permettre l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol sur la parcelle ZD 188 classée actuellement en zone Naturelle et forestière (N),

Vu la délibération n° 62 de la Commune d'AVALLON, en date du 6 avril 2023, sollicitant une évolution du PLUi pour permettre d'autoriser les possibilités d'extension des habitations existantes au sein de l'ensemble du périmètre de la zone située Chemin du Halage, actuellement classé en zone urbaine à vocation économique et d'équipement (UE2),

Vu la délibération n° DE_2022_065 de la Commune de DOMEY-SUR-CURE, en date du 16 décembre 2022, sollicitant une évolution du PLUi en vue d'autoriser l'aménagement d'une fumière sur la parcelle ZH 12, actuellement classée en zone Naturelle et forestière (N),

Vu la délibération n° DE_2023_035 de la Commune de PROVENCY, en date du 20 décembre 2023, sollicitant une évolution du PLUi en vue de permettre l'installation d'un point de défense extérieure contre l'incendie sur les parcelles ZD 84 et ZK 10 situées au hameau de Tour de Pré et de Genouilly, classées toutes les deux en zone Agricole (A),

Vu la délibération n° DE_142_2023 de la Commune de QUARRÉ-LES-TOMBES, en date du 16 octobre 2023, sollicitant une évolution du PLUi en vue de permettre l'installation d'une activité agricole équestre sur les parcelles E 623 et E 624, situées à l'écart des Ruelles, actuellement classées en zone Naturelle et forestière (N),

Vu la délibération n° DE_2023_001 de la Commune de SAINT-LÉGER-VAUBAN, en date du 27 février 2023, sollicitant une évolution du PLUi en vue de permettre le développement d'un projet touristique sur les parcelles F 41, 42 et 48, actuellement classées en zone Naturelle et forestière (N),

Vu la délibération n° DE_2023_016 de la Commune de SAINT-LÉGER-VAUBAN, en date du 11 avril 2023, sollicitant une évolution du PLUi en vue de permettre la construction d'un bâtiment d'exploitation agricole sur la parcelle AC 89, classée actuellement en zone Agricole (A),

Considérant que les projets de modification sur la commune d'AVALLON visant la création d'un STECAL à la Tannerie et la modification de l'OAP « Gare », prévus à l'arrêté n° 2024-02, en date du 17 mai 2024, doivent être retirés,

Considérant que le projet de modification sur la commune de CHÂTEL-CENSOIR visant l'installation d'équipement d'intérêt collectif, prévus à l'arrêté n° 2024-02, en date du 17 mai 2024, doit également être retiré,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à :

- la modification de fond du règlement en vue d'améliorer son application par le service instructeur et de garantir sa pertinence par rapport aux enjeux architecturaux et environnementaux du territoire ;
- une mise en cohérence entre l'usage résidentiel existant de certains espaces et le règlement graphique et écrit des zones à vocation économique et d'équipement qui les encadrent ;
- la clarification du règlement afin d'en faciliter sa lecture et compréhension ;
- l'ajout de la déclaration d'utilité publique de la source Choslin à ASQUINS dans les annexes ;
- d'autres modifications du règlement graphique pour permettre :
 - o le développement des énergies renouvelables sur la commune d'ANNAY-LA-CÔTE ;
 - o l'installation et le développement de projets agricoles sur les communes d'ANNAY-LA-CÔTE, de QUARRÉ-LES-TOMBES et de SAINT-LÉGER-VAUBAN ;
 - o l'installation d'équipements d'intérêts collectifs sur la commune de PROVENCY et assurer le fonctionnement de l'ensemble des points de captages sur l'ensemble du territoire ;
 - o le développement de l'attractivité du territoire via la création de projet touristique et économique sur la commune de SAINT-LÉGER-VAUBAN ;
 - o le développement économique du territoire sur la commune de DOMECEY-SUR-CURE ;
 - o l'amélioration de la compatibilité du règlement avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Avallonnais, notamment avec sa prescription n° 59, pour préserver le cadre écologique et paysager du territoire ;
- o La clarification du règlement graphique via le retrait d'éléments facultatifs ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme, le PLUi fait l'objet d'une modification en dehors des cas où une révision s'impose,

Considérant qu'en application de l'article L.153-31, l'ensemble des modifications apportées n'est pas de nature à :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou ne sont pas de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives ;
- créer une orientation d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Considérant qu'en application de l'article L.153-45, l'ensemble des modifications apportées n'est pas de nature à :

- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- diminuer ces possibilités de construire ;
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Considérant qu'en application de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme, dans le cas d'une modification simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme sont mis à disposition du public, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, elles-mêmes précisées par délibération du Conseil Communautaire,

Considérant qu'en application de l'article R.104-12 du code de l'urbanisme, et conformément à l'article R. 104-33 du même code, le projet de modification simplifiée n° 4 ne permettant pas la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 et n'emportant pas les mêmes effets qu'une révision, il sera soumis à l'examen au cas par cas de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale pour savoir si il est nécessaire ou non de procéder à une évaluation environnementale.

Considérant qu'en application de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, l'avis de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers sera remis sur les projets de création de STECAL.

ARRÊTE

Article 1 – Modification simplifiée n° 4 du PLUi

Il sera procédé à une modification simplifiée du PLUi de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN.

Article 2 – Objet de la modification simplifiée n° 4 du PLUi

La modification du PLUi porte sur l'actualisation du rapport de présentation, la modification des annexes, la modification de fond et de forme du règlement écrit, la modification du règlement graphique concernant les zones agricoles et naturelles, sans procéder à leur réduction, et d'autres modification du règlement graphique ayant vocation à :

Modifications de fond du règlement graphique :

- RG01 – Création d'un sous-secteur Nca sur la commune d'ANNAY-LA-CÔTE ;
- RG02 – Création d'un sous-secteur Acm sur la commune de SAINT-LÉGER-VAUBAN ;
- RG03 – Création d'un sous-secteur Ncm sur la commune de QUARRÉ-LES-TOMBES ;
- RG04 – Création d'un secteur Np sur la commune d'ANNAY-LA-CÔTE ;
- RG05 – Classement en zone UA ou UB d'ensembles continus et cohérents de maisons d'habitations qui figureraient en zone UE ;
- RG06 – Création d'un STECAL pour de l'activité économique sur la commune de DOMECEY-SUR-CURE ;
- RG07 – Création d'un STECAL pour de l'activité touristique sur la commune de SAINT-LÉGER-VAUBAN ;
- RG08 – Création de deux secteurs Ap sur la commune de PROVENÇY ;
- RG09 – Classement de l'ensemble des points de captage en secteur Ap ou Np ;
- RG10 – Protection des bosquets de moins de 4 hectares situés au sein des périmètres de captage éloignés au titre du L.151-23 ;

Modifications de forme du règlement graphique :

- RG11 – Retrait des figurés représentant les différents PPRi existants sur le territoire ;
- RG12 – Retrait du secteur non aedificandi situé au sein du périmètre de la source Choslin à ASQUINS ;

Modifications de forme du règlement écrit :

- RE01 – Déplacement du cas particulier des zones UA et UB encadrant la hauteur des constructions par rapport à la voie quand l'unité foncière est située en surplomb ;
- RE02 – Ajout de la mention « Cas particulier » avant les règles d'emprise au sol et de hauteur concernant les STECAL en zone A et N ;
- RE03 – Ajouter « sous » à « condition » dans la règle conditionnant la construction d'annexes et d'extension en zone UT ;

Modifications de fond du règlement écrit :

- RE04 – Clarification de l'interdiction de reconstruction après destruction et démolition en zone A et N et leurs sous-secteurs ;
- RE05 – Autorisation sous conditions des annexes et extensions pour les maisons préexistantes au PLUi situées en zone UE ;
- RE06 – Suppression de la condition n° 6 de la zone naturelle et forestière (N) ;

Évolution portant sur les annexes :

- A01 – Ajout de la Déclaration d'Utilité Publique de la source Choslin à ASQUINS.

Article 3 – Évaluation environnementale

Conformément à l'article R.104-35 du code de l'urbanisme, le dossier sera transmis à un stade précoce et, au plus tard, avant la notification aux personnes publiques associées, à la Mission Régionale d'Autorité environnementale. Dans ce cadre, le projet de modification simplifiée n° 4 du PLUi fera donc l'objet d'un examen au cas par cas par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale. Ensuite, conformément aux articles R. 104-33 et R. 104-36 du code de l'urbanisme, la nécessité de dispenser ou non la présente procédure d'évaluation environnementale sera confirmée par délibération du Conseil Communautaire.

Article 4 – Notification du projet et saisine de la CDPENAF

Une fois accusé réception du projet par la MRAe, celui-ci sera notifié aux personnes publiques associées, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, au Centre Régional de la Propriété Forestière mentionné à l'article R.113-1 du même code, ainsi qu'à l'ensemble des communes membres de la CCAVM, avant sa mise à disposition au public.

Conformément aux article L.151-13 du code de l'urbanisme, le projet sera soumis pour avis à la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Article 5 – Modalités de mise à disposition du dossier auprès du public

Le projet de modification simplifiée n° 4, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public pendant au moins un mois. Conformément à l'article L.153-47 du code l'urbanisme, l'ensemble des modalités sera précisé par délibération du Conseil Communautaire.

Article 6 – Bilan de la mise à disposition du public et approbation du projet

À l'issue de la mise à disposition du public, le Président en présentera le bilan devant le Conseil Communautaire. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera approuvé, le cas échéant, par délibération motivée du Conseil Communautaire.

Article 7 – Publication et information des tiers

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la CCAVM durant un délai d'un mois.

Fait à AVALLON, le 4 août 2025,

Le Président,

Pascal GERMAIN

